



**PRÉFÈTE
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer
de la Somme**

Amiens, le 15 mars 2022

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant :

**la pose d'un piézomètre
sur le territoire de la commune de Limeux
(parcelle cadastrée ZI 94)**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 09 mars 2022, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier sous les prescriptions suivantes :**

- le piézomètre aura une profondeur de 10mètres,
- le piézomètre servira à la surveillance du niveau des eaux souterraines dans le cadre de la construction de nouveaux ouvrages au sein du poste électrique de Limeux,
- un dispositif de fermeture (capot) cadenassé doit être installé sur la tête du tubage.

Par ailleurs, je vous rappelle les éléments de réglementation suivants :

- vous devrez respecter les prescriptions générales applicables aux forages privés fixées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 qui vous a été transmis avec votre récépissé de dépôt de déclaration,
- un rapport de fin de travaux sera transmis à la Direction départementale des territoires et de la mer dans les deux mois suivant leur exécution.

En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux et l'exercice objet de votre déclaration doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent courrier, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

Copies de la déclaration, du récépissé et de ce courrier sont adressées dès à présent à la mairie de Limeux où cette opération doit être réalisée pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE Somme Aval et Cours d'eau côtiers pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Somme durant une période d'au moins six mois.

Service environnement et littoral / Bureau police de l'eau
dossier suivi par : Mme Élodie MOREL
35, rue de la Vallée 80 000 AMIENS
Tél : 03 64 57 26 02
Mél : elodie.morel@somme.gouv.fr

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie de Limeux, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de toute ma considération.

La responsable du bureau police de
l'eau



Aurélie SAISOU

ENEDIS Direction Régionale Nord Pas-de-Calais
Monsieur Nicolas LOPES
981 – Boulevard de la République
59 500 Douai